

**HALLETES N° 7-9 PLACE DU VIEUX-MARCHE**

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION**

**DU DOMAINE PUBLIC DE LA VILLE**

o o o

**SERVICE DES AFFAIRES  
FONCIERES ET DOMANIALES**

**ENTRE :**

La Ville de ROUEN représentée par Madame Josette CHEVAL, Adjointe au Maire de ladite Ville, agissant au nom et pour le compte de celle-ci, en vertu de l'arrêté de Monsieur le Maire portant délégation en date du 30 juin 2005 et de la délibération du 26 septembre 2005 autorisant la signature de la convention,

**D'UNE PART,**

**ET :**

Monsieur Dominique PLACHOT, inscrit au Registre du Commerce sous le numéro .....  
....., et domicilié

**D'AUTRE PART,**

**IL EST EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT:**

## **I –EXPOSE**

La Ville de ROUEN est propriétaire des hallettes situées place du Vieux-Marché, au nombre de dix, affectées à usage commercial.

Par conventions en date du 31 mai 2000 et du 14 juin 2000, la Ville a accordé respectivement à Monsieur Gérard MORIN et Madame Annick MORIN la mise à disposition de la hallette n° 7 et de la hallette n°9 place du Vieux-Marché afin que chacun y exploite un commerce de poissonnerie.

Monsieur et Madame MORIN, ayant souhaité cesser leur activité, ont présenté un successeur commun, Monsieur Dominique PLACHOT, qui exploite la même activité. Celui-ci ayant été agréé par la Ville, il convient qu'une convention fixant les conditions de mise à disposition soit signée entre Monsieur PLACHOT et la Ville de ROUEN.

## **II - CONVENTION**

### **Article 1er – OBJET**

#### **1.1 - Désignation**

La Ville met à disposition de Monsieur Dominique PLACHOT les hallettes n° 7 et 9 situées place du Vieux-marché cadastrées en section BE.

Ces locaux ont respectivement une superficie de 38m<sup>2</sup> et 42m<sup>2</sup> et sont affectés à usage commercial.

#### **1.2 – Destination**

Les locaux accueillent une activité de commerce en poissonnerie.

#### **1.3 – Domanialité publique**

Il est expressément spécifié que cette propriété de la Ville fait partie du domaine public communal.

### **Article 2 – DUREE**

La présente convention prend effet à la date de sa signature et est conclue pour une durée de cinq années. Elle est renouvelable dans les conditions mentionnées à l'article 13 du cahier des charges.

**Article 3 - REDEVANCE**

La redevance annuelle s'élève à 11 625 €, révisable chaque année dans la même proportion que l'évolution du tarif des droits de place applicables aux marchés couverts.

Elle sera versée par l'occupant à Monsieur le Trésorier Principal de la Ville de ROUEN au vu de l'avis à payer transmis par ses soins, et sera payable d'avance au début de chaque trimestre, conformément aux termes de l'article 5 du cahier des charges.

**Article 4 – DEPOT DE GARANTIE**

L'occupant versera dans les dix jours de la date de la convention un dépôt de garantie d'un montant correspondant à un mois du prix de la redevance, soit une somme de 968,75 €.

**Article 5 - POLICE - HYGIENE - SECURITE**

Le preneur s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la salubrité, la police, la sécurité et, le cas échéant, le code du travail, de sorte que la Ville ne puisse être ni recherchée, ni inquiétée.

De manière générale, il fera son affaire personnelle de la conformité permanente des lieux mis à sa disposition avec son activité et plus particulièrement avec les lois, règlements ou prescriptions administratives en vigueur ou à venir en matière d'hygiène, de salubrité et de sécurité des personnes.

**Article 6 – CHARGES – FISCALITES**

Le preneur fait son affaire personnelle des abonnements en eau, électricité, téléphone et acquitte les factures correspondantes à ses consommations ainsi que les impositions.

**Article 7 - CONDITIONS GENERALES**

7.1 – L'occupant s'engage à utiliser les locaux conformément à l'usage défini à l'article 1 ci-dessus. Toute modification de l'activité doit être acceptée au préalable par la Ville et être réalisée conformément à l'article 9 du cahier des charges du 24 mars 2000.

7.2 – Il s'engage de manière générale à utiliser les locaux mis à sa disposition en bon père de famille et à informer immédiatement la Ville de tout dysfonctionnement ou de toute détérioration.

7.3 - Il ne peut céder à qui que ce soit les droits résultant de la présente convention. Il n'est pas plus autorisé à sous-louer tout ou partie des locaux mis à sa disposition. Si l'occupant souhaite quitter les lieux, il doit respecter l'article 16 du cahier des charges.

7.4 – Il est tenu de faire son affaire personnelle de toutes les autorisations administratives nécessaires à l'exercice de son activité sans que la Ville puisse être inquiétée ou recherchée à ce sujet.

7.5 – Il se conformera aux règles d'utilisation et consignes de sécurité prescrites par la Ville.

**7.6 – L’occupant s’engage à respecter intégralement les conditions mentionnées au cahier des charges du 24 mars 2000, dont un exemplaire est joint en annexe.**

Fait à Rouen, le

**Pour le Maire  
Par délégation**

**Monsieur Dominique PLACHOT**

**Josette CHEVAL**